

<https://www.aefinfo.fr/depeche/710845>

Diane Scherer

6 min read

Arrêt brutal du pacte et du CNR : des inspecteurs de l'académie de Rennes déplorent l'absence de communication

Deux syndicats d'inspecteurs (Unsa et FSU) de l'académie de Rennes ont écrit le 14 avril 2024 au recteur pour dire combien ils se sentaient "laissés à l'abandon", après "l'arrêt brutal du déploiement des mesures pacte" et des financements des projets CNR. Ces décisions leur ont été annoncées par les directeurs académiques, "sans qu'aucune communication officielle ne soit faite". Pierre Monéger-Rogge, secrétaire académique du SUI-FSU, estime "qu'on a atteint un point de rupture au sein de la chaîne d'encadrement" et dénonce "un manque de loyauté" de la hiérarchie.



Les stages de remise à niveau ne pourront pas tous être organisés dans l'académie de Rennes. MaxPPP

Le ton est vif, et assez inhabituel, pour un courrier d'inspecteurs. Signée par les responsables académiques du Sien-Unsa et SUI-FSU, la lettre a été adressée le 14 avril 2024 au recteur de Rennes, Emmanuel Ethis, pour dénoncer "le manque de loyauté du système éducatif". En cause, l'arrêt du déploiement du pacte, annoncé la semaine dernière ([lire sur AEF info](#)), mais aussi l'arrêt des financements CNR (projets "Notre école faisons-la ensemble"), le tout "sans qu'aucun courrier explicatif, de la part du recteur ou des directeurs académiques, ne soit adressé aux communautés éducatives et aux collectivités territoriales", souligne Pierre Monéger-Rogge, secrétaire académique du SUI-FSU, interrogé le 16 avril par AEF info. Au sujet des projets CNR, les inspecteurs ont reçu la consigne, oralement, de ne plus instruire de dossiers. Pour ceux qui ont déjà été validés, le financement pourrait être limité à 12 000 euros par projet.

La semaine dernière, ce sont 34 chefs d'établissements de l'académie de Nantes qui prenaient la parole, pour dire leur opposition à la mise en place des groupes de niveau. Dans une tribune publiée par le *Café pédagogique*, adressée à Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale, ils dénonçaient "le tri scolaire, entériné par les groupes de niveau", contraire à leurs "valeurs républicaines" ([lire sur AEF info](#)).

Plusieurs points ont suscité la réaction vive des inspecteurs de l'académie de Rennes : d'abord le fait d'être "laissés à l'abandon" et d'être "seuls, exposés directement au ressentiment et au désarroi des enseignants, des usagers et des partenaires, sans qu'au préalable aucune communication directe" n'ait été faite. "Nous sommes prêts à accompagner ces décisions", explique Pierre Monéger-Rogge. "Nous représentons une politique, et nous sommes par exemple amenés à annoncer des mesures de carte scolaire, mais toujours dans un cadre lisible pour tout le monde, assumé par l'encadrement. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous sommes loyaux avec le système éducatif, qui doit être loyal avec nous. On a atteint un point de rupture au sein de la chaîne d'encadrement".

des mesures "engagées de manière inconsidérée"

Autre point de crispation : le contraste entre l'absence de communication, aujourd'hui, et la mobilisation des inspecteurs, "de façon impérative et 'à marche forcée'" pour faire la promotion du CNR et du pacte lors de leur mise en place. "On se retrouve à porter l'opposé de ce que l'on nous a demandé de porter pendant des mois !", s'agace Pierre Monéger-Rogge. Le ressentiment des inspecteurs est d'autant plus fort qu'ils avaient

alerté sur ces mesures, lors de leur lancement : "On avait été assez nombreux à s'étonner, au moment du lancement du CNR, des montants mobilisés. Comment peut-on trouver un milliard d'euros, quand on a des problèmes de remplacement, d'accueil des enfants en situation de handicap ?", s'interroge l'inspecteur.

"Les priorités de la communication politique gouvernementale sont très différentes des priorités dans les écoles. Par ailleurs, c'est inacceptable de ne pas avoir été plus prudent dans les dépenses publiques, et de porter ces mesures dans une période de tensions dans le système éducatif." Dit autrement : "On ne peut que considérer que ces injonctions étaient engagées de manière inconsidérée dans le contexte budgétaire incertain et dégradé que nul ne pouvait ignorer", comme l'expliquent les auteurs du courrier.

DES STAGES DE REMISE À NIVEAU ANNULÉS

Les inspecteurs s'inquiètent aussi des conséquences concrètes de l'arrêt de la contractualisation des briques de pacte. Et notamment des conséquences immédiates, dès la semaine prochaine, avec le début des vacances dans l'académie de Rennes : "Cette décision met un coup d'arrêt à certains stages de remise à niveau qui devaient se dérouler la première semaine des congés de printemps", alertent les inspecteurs. "Les stages qui avaient été validés avant le 8 avril, date à laquelle on a su qu'il n'y aurait pas de nouvelles dépenses dans le cadre du pacte, auront bien lieu, pas les autres", explique le secrétaire académique du SUI-FSU. "On va se retrouver avec des écoles qui proposeront des stages, et d'autres non. On aura même, au sein d'une même école, des élèves qui pourront bénéficier d'un stage, et d'autres qui seront laissés au bord du chemin."

"Au-delà, outre les conséquences pécuniaires potentiellement importantes et encore floues pour les personnels que nous encadrons, et les difficultés prévisibles dans la relation avec les parents, ainsi qu'avec les partenaires et collectivités engagés dans les projets CNR, l'effet de dégradation qu'occasionne ce revirement est proprement catastrophique pour l'image de notre institution et sur celle de la capacité des agents publics à agir avec discernement dans l'emploi de l'argent public. Cela ne restera certainement pas sans conséquences à long terme", estiment les signataires du courrier.